SNU : Macron veut (aussi) mettre la jeunesse au pas

dimanche 19 mars 2023, par CGT educ’action

Une note interne ministérielle, qui a fuité en début de semaine, lève en partie le voile sur le projet de SNU (Service National Universel) que le président voudrait voir se généraliser rapidement. Les derniers arbitrages sont attendus et les annonces officielles sont depuis plusieurs semaines différées, par peur des réactions de la jeunesse déjà dans la rue contre le projet de réforme des retraites et appelée à se mobiliser le 9 mars.

Le contenu de cette note est explosif, tant sur le fond avec une volonté, non pas d’émancipation comme le claironne la ministre El Haïry, mais bien de caporalisation que sur la forme. Ainsi sont annoncés « le lever de drapeaux, la Marseillaise, le port de l’uniforme, le lever à 6h 30 (...) comme mesures de cohésion sociale et d’émancipation ou encore comme éléments de participation « à la résilience de la nation et à la culture de l’engagement ». Un engagement obligatoire donc, bel oxymore. Non content de se mettre toute la France à dos en voulant imposer à marche forcée un projet de retraites dont l’immense majorité ne veut pas, le président souhaite donc également militariser la jeunesse contre son gré ; car rappelons que le SNU existe déjà... et qu’il séduit très peu de jeunes (30 000 dont une forte proportion est issue de familles de militaires ou travaillant dans les forces de l’ordre).

Le SNU, s’il était généralisé, se ferait par ailleurs dans des conditions que la CGT Éduc’action condamne très clairement : une durée de 12 jours serait requise sur temps scolaire ! C’est non seulement une remise en cause de la loi sur les 36 semaines de scolarité, mais aussi considérer que perdre 2 semaines d’enseignement n’est pas grave. Ce serait également une pression supplémentaire pour les enseignant·es qui devront s’adapter sans, à coup sûr, d’allégements de programmes ; un séjour qui concernerait 800 000 élèves de seconde et première CAP pour un coût évalué à environ 2 milliards d’euros ! Ceci est un scandale absolu lorsque l’on subit dans le même temps des baisses de moyens, des fermetures de postes, de classes et d’écoles ! Lorsqu’une année de scolarisation d’un·e élève coûte 8400€, le SNU en coûterait environ 2000 pour 12 jours ! Avec 2 milliards de budget, c’est 28 000 enseignant·es supplémentaires qui pourraient être recruté·es !

Quelle provocation encore lorsque l’on sait que ce montant constitue le double de l’enveloppe de "revalorisation" prévue pour les enseignant·es en 2023 ! Que dire également des difficultés logistiques telles que trouver les bâtiments pour accueillir les jeunes qui devront obligatoirement quitter leur département d’origine ou encore l’encadrement par des animateur·trices alors que le

secteur manque cruellement de bras ?

Pour la CGT Éduc’action, rien ne va dans cette généralisation du SNU qui, si elle était actée, ne manquerait pas de rencontrer une vive opposition chez les élèves, leurs familles et les personnels de l’Éducation nationale. Emmanuel Macron saura-t-il, pour une fois, écouter d’autres voix que celles, parmi les plus réactionnaires, qui l’entourent ?

Montreuil, le 2 mars 2023

Ce qu’en disent les autres syndicats CGT concernés : retrouvez ici le communiqué de la CGT Educ’Pop !